

# La laïcité à la française ne doit plus être une neutralité religieuse



**Le débat se radicalise et les religieux sont de plus en plus inquiets. Pour faire face aux extrémismes religieux, la pire méthode serait de bannir le religieux de la société. Il faut au contraire l'assumer et l'inclure.**

S'il fallait une preuve supplémentaire de l'extrême confusion dans laquelle se trouve en France le débat sur la laïcité et la place des religions, on la puiserait dans l'attitude de Nicolas Sarkozy qui, en pleine campagne pour les départementales, a été pris en flagrant délit de flirt avec les obsessions du Front national sur l'islam et l'immigration.

## **Les radicaux de la laïcité**

Nécessité électorale oblige, et sans crainte de heurter la communauté musulmane, le chef de l'UMP s'est ardemment prononcé [contre le port du voile à l'université et contre les «menus de substitution»](#) (à la viande de porc) dans les cantines scolaires. C'est pourtant le même Nicolas Sarkozy, président de la République, partisan d'une [«laïcité ouverte»](#), qui défendait la contribution des religions à la vie sociale, exaltait les racines spirituelles de la France à Saint-Jean-de Latran à Rome et qui, à Ryad, devant toutes les autorités de l'islam sunnite, citait, à plus de treize reprises, le nom de Dieu!

La question des [«menus de substitution»](#) dans les cantines fait partie de ces polémiques «laïques» dont raffole la France. Même au sein de l'UMP, [Nicolas Sarkozy ne fait pas l'unanimité](#). Sa position a été désavouée par la plupart de ses lieutenants, Bruno Le Maire, Henri Guaino ou Alain Juppé. Mais les radicaux de la laïcité n'en démordent pas. Pour eux, les croyants juifs ou musulmans ont toujours la possibilité de créer leurs propres écoles et leurs cantines. Sans voir qu'ils ne font ainsi qu'encourager le communautarisme, soit l'exact opposé de ces fameuses [«valeurs de la République»](#) qu'ils prétendent vouloir protéger.

De son côté, le PS surenchérit dans le débat laïque. Il y a quelques semaines, l'un de ses élus au conseil général du Haut-Rhin a retiré le crucifix qui, depuis deux siècles, dominait la salle des débats dans ce haut lieu de la République en Alsace qui est sous régime concordataire depuis deux siècles. Le 22 mars, dans un bureau de vote de Toulouse, c'est un rabbin qui a été sommé de retirer sa kippa, toujours au nom du «*principe de laïcité*». Où va-t-on, s'est exclamé il y a quelques jours le président de la conférence des évêques de France, inquiet d'une «*laïcisation*» outrancière de la société et appelant l'Etat au «*respect des convictions religieuses*».

## «**Neutralité religieuse**»

Devant les assauts du radicalisme musulman et l'exploitation politique des malaises et des peurs liés à l'islam, s'imposait après le 11 janvier un débat digne sur les «*valeurs*» de la République, sur les racines spirituelles de la France, sur la place faite aux religions, sur l'ignorance en partie responsable de la montée des intolérances.

Après les attentats, au plus fort de la *stigmatisation de l'islam*, on a même entendu des voix de droite et d'extrême-droite invoquer les «*racines judéo-chrétiennes*» de la France, comme pour faire pièce à un islam envahissant, pour rappeler que la France n'est pas musulmane et qu'elle ne se laissera jamais imposer la charia, le foulard, la burqa, les minarets ou le hallal.

Le discours à la mode, depuis janvier, n'est plus celui de la «*laïcité de combat*» mais celui de la «*neutralité religieuse*»

Mais ce débat sur les racines a été vite enfoui par les tenants d'un laïcisme dogmatique qui cherchent à refouler le «*religieux*» de l'espace public. Le discours à la mode, depuis janvier, n'est plus celui de la «*laïcité de combat*», trop étiqueté troisième République, mais celui de la «*neutralité religieuse*», promue comme une nouvelle catégorie indépassable.

Neutralité religieuse dans les cantines scolaires, neutralité religieuse à l'université pourtant ouverte à des milliers d'étudiants étrangers, neutralité religieuse à l'école, y compris dans l'accompagnement des sorties scolaires bientôt interdites aux femmes voilées. Il faut «*neutraliser*» l'espace, tout l'espace, des cantines aux universités, de façon à préserver les «*valeurs de la République*».

## **Loin de la culture anglo-saxonne**

La France laïque se trouve à des encablures de pays anglo-saxons où l'affirmation de l'appartenance religieuse fait partie des règles élémentaires de sociabilité.

Contrairement à ces pays qui proposent de longue date un enseignement substantiel du fait religieux, elle n'a accepté des éléments de programmes religieux à l'école qu'au tournant des années 2000, grâce à des hommes comme Régis Debray ou des groupes comme la Ligue de l'enseignement, inquiets devant l'impuissance des professeurs d'histoire, de philosophie, de lettres, d'arts plastiques à enseigner

Bossuet, Pascal ou la Réforme à des jeunes qui n'ont aucune culture biblique, sont «*analphabètes*», comme dit un jour Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation, sur le plan religieux.

## **Les pierres d'angle**

En France, la laïcité est née dans le combat révolutionnaire qui était légitime contre la toute puissance de l'Église catholique. Elle est l'héritage d'une pensée positiviste dominante qui pronostiquait le dépérissement de la religion.

On se souvient avec quelle vigueur, en 2003, le président Jacques Chirac, son premier ministre Lionel Jospin et Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la Convention européenne, avaient défendu la «*laïcité à la française*» et invoqué la tradition nationale de la Séparation des Églises et de l'État (loi de 1905) pour faire obstacle à la mention des «*racines chrétiennes*» de l'Europe dans le préambule du **Traité constitutionnel**.

On se souvient aussi de l'indignation qui avait secoué tout le camp laïque quand Nicolas Sarkozy, à Saint-Jean-de-Latran, avait osé mettre sur le même plan le rôle du «*curé*» et celui de l'«*instituteur*» dans l'éveil à la conscience des jeunes Français.

Mais comment ignorer dans le monde actuel, répond le philosophe Paul Thibault, ancien directeur de la revue *Esprit*, que, précisément parce qu'elles n'ont plus droit de cité, «*les religions se barricadent derrière leurs certitudes*».

Comment fermer les yeux sur les héritages du passé religieux de la France?

Comment fermer les yeux, ajoute Chantal Delsol dans son livre *Les Pierres d'angle* (Cerf), sur les héritages du passé religieux de la France, visibles dans les paysages, le patrimoine, l'architecture, les oeuvres artistiques, le nom même des villes, les fêtes du calendrier. Un héritage visible aussi dans ces «valeurs de la République», aujourd'hui régulièrement invoquées, comme le respect de la dignité de la personne humaine, la démocratie, la liberté de penser, la notion de progrès.

Elles sont là les pierres d'angle. Le concept de dignité humaine a pu éclore parce que la Bible a développé la notion de «*personne créée par Dieu à son image*» (Genèse 1, 26-27). De même, l'égalité des êtres humains devant Dieu postulée par les religions bibliques a permis à l'homme de s'émanciper des contraintes du groupe et a fait émerger le concept de liberté individuelle, terreau indispensable de la démocratie. N'est-ce pas dans l'aire de la civilisation judéo-chrétienne que s'est développée la démocratie et ce triptyque liberté-égalité-fraternité, impensable sans l'arrière-plan biblique? Aujourd'hui, on réclame plus de dignité humaine, plus de démocratie, plus de liberté, mais on ne connaît plus la dimension transcendente qui les fonde.

## **Une laïcité de «*médiation*»**



La «laïcité à la française» est un acquis irréversible et bénéfique dans ces temps de remontée des intégrismes. Mais elle ne peut plus ignorer que les religions, souvent présentées comme des archaïsmes ou des ferments de violence et de terrorisme, sont un fait social et collectif qui inspire notre histoire, nos origines, nos références culturelles, nos valeurs de civilisation. Un François Mitterrand l'avait bien compris qui, en créant en **1983 le Comité national d'éthique**, y avait rendu obligatoire la présence de personnalités religieuses.

La laïcité se définissait autrefois comme le rejet de la religion catholique. Elle devrait se définir aujourd'hui par l'accueil de la diversité.

La laïcité se définissait autrefois comme le rejet de la religion catholique. Elle devrait se définir aujourd'hui par l'accueil de la diversité. Pour des raisons politiques qu'il est facile de deviner, aucun gouvernement, de droite ou de gauche, ne prendra le risque de modifier le mode d'intervention des religions encadré par les lois de 1901 sur les associations et de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat. Mais, sous le prétexte qu'il y a aujourd'hui l'islam, ne faut-il toucher à rien? Précisément parce qu'il y a l'islam et que son émiettement actuel n'est plus supportable, que sa dépendance vis-à-vis des pays bailleurs de fond et des influences salafistes et djihadistes devient périlleuse, il est temps d'intervenir, de discuter avec les forces religieuses, négocier et contracter avec elles.

La France est heureusement sortie de la tutelle cléricale, mais elle ne sait toujours pas ce qu'elle doit faire de ses «*groupes de conviction*», comme l'observe Jean-Paul Willaime, sociologue protestant des religions. N'est-il pas temps de passer d'une «*laïcité de l'ignorance*» à une «*laïcité de médiation*», comme l'écrivait déjà, en 2002, le célèbre rapport de Régis Debray sur l'enseignement du fait religieux. Soit une conception de la laïcité qui écoute les Eglises et les religions, fait passer leurs messages comme pour n'importe quel groupe de la société civile. Si elles ont des informations pertinentes à livrer aux responsables politiques sur la société, sur l'éducation, sur le statut de l'étranger, sur les questions de la famille, de la fin de vie ou de la bioéthique, pourquoi se priver de les entendre?

Et précisément parce qu'elles seront davantage reconnues et légitimées, elles pourront mieux contrôler leurs propres dérives.

## **Henri Tincq**

### **A voir sur ce sujet**

Le Front national prévoit une charte pour le troisième tour des départementales

- Le Front national prévoit une charte pour le troisième tour des départementales
- Attentat de Montrouge: trois mois après, une automobiliste témoigne
- UMP: les règles de la primaire

- Vigipirate prolongé: les forces de l'ordre sont à bout
- Les chercheurs du CERN relance leur accélérateur de particules après deux ans d'arrêt
- L'Inde lance son nouvel indice de qualité de l'air
- Thomas Guénolé: "Nous sommes au 21e siècle et nous avons 6 jours fériés pour des raisons religieuses"
- Dépression d'Andreas Lubitz : Lufthansa a-t-elle été transparente ?
- Autoroutes: les prix vont finalement augmenter
- Censure de la RATP: Placé annonce que les affiches mentionnant les chrétiens d'Orient vont être rétablies
- RATP: la mention "chrétiens d'Orient" va être rétablie sur l'affiche censurée
- RATP : l'affiche de la discorde
- Les mots clés des départementales
- Médiactivistes ! De jeunes médias s'engagent